Monsieur le Premier ministre,

Vous avez consacré une part importante de votre discours de passation de pouvoirs à l'École. Nous connaissons votre intérêt pour les questions d'éducation et nous partageons votre ambition que l'École de la République permette un accès égalitaire à la réussite, quelles que soient les origines sociales, ethniques ou géographiques des élèves.

Toutefois, cette ambition ne pourra être atteinte sans rupture avec la politique qui a été menée depuis sept ans. Vous le savez, les résultats des dernières études de comparaison internationale nous montrent que les choix qui ont été faits à tous les niveaux du système éducatif de la maternelle au baccalauréat, ont aggravé une situation pourtant déjà préoccupante. Au lycée professionnel, les réformes qui ont considérablement réduit les enseignements ont produit plus de décrochage et une baisse significative des résultats. Le développement de l'apprentissage tel qu'il a été pensé, n'a pas permis une meilleure insertion des jeunes puisque leur chômage s'est aggravé de 7 points en cinq ans, alors qu'il diminuait pour les autres salariés.

Le SUI-FSU qui, au sein de la première fédération syndicale de l'Education, représente les corps d'inspection de la maternelle au lycée, n'a eu de cesse de dénoncer des mesures qui ont contribué à l'exclusion des élèves les plus fragiles et accentué le séparatisme social et scolaire dont ils sont majoritairement victimes.

A tous les niveaux de notre institution, les personnels ont été déconsidérés et maltraités par une pression toujours plus forte et inversement proportionnelle aux moyens qui leurs sont alloués. Après des réformes successives, parfois contradictoires, mais jamais évaluées, le temps de l'apaisement est désormais nécessaire.

Nous connaissons les défis budgétaires auxquels vous allez être confronté. Toutefois, notre École ne pourra relever les siens et offrir un horizon de réussite et d'émancipation à notre jeunesse, qu'en faisant l'objet d'un véritable choc des moyens. Nous le constatons au quotidien, notre École est au bord de l'effondrement. Il n'est pas concevable qu'elle soit sacrifiée sur l'autel de la rigueur budgétaire.

Il est souvent fait référence ces derniers mois à la « méthode de Singapour ». Plus qu'une simple méthode d'apprentissage des mathématiques, c'est un écosystème de mesures (temps de l'enfant, remédiation, évaluation, formation des enseignants...) qui a permis ses résultats spectaculaires. C'est aussi grâce à la prise de conscience et l'implication de toute la société singapourienne mais surtout, on oublie souvent de le préciser et pour cause..., le doublement du budget de son ministère de l'Éducation nationale !

Cette méthode qui a été efficace pour la petite cité-état n'est pas transférable à la France et à sa diversité de réalités sociales et géographiques. Mais nous pouvons inventer une méthode « à la française » qui pourrait devenir tout aussi célèbre à l'avenir, si nous parvenons à réunir tous les acteurs de l'École autour d'un projet partagé et ambitieux.

Monsieur le Premier ministre, en rompant avec les politiques inefficaces en cours, vous pouvez être celui qui réécrira le mot « Égalité » au fronton de nos écoles. Le choix de celle ou de celui qui conduira le ministère de l'Éducation nationale et la mission que vous lui attribuerez ne peuvent s'inscrire dans une continuité qui serait celle de l'échec que nous constatons.

Une autre École est possible. Les inspectrices et inspecteurs du SUI-FSU ont des propositions pour la bâtir. Vous pouvez compter, Monsieur le Premier ministre, sur notre engagement total au service de l'École publique.

Eric Nicollet
Inspecteur de l'Education nationale
Secrétaire général du SUI-FSU